

BOUMERDÈS

Deux APC fermées par des villageois

Les villageois de Ben Hamouda, localité située à 5 km du chef-lieu de la commune de Leghata (centre/est de la wilaya de Boumerdès) ont fermé, hier, le siège de leur commune.

Ces villageois entendaient protester contre l'état déplorable de la route qui mène vers leur localité. Selon nos informations, la colère de ces villageois a été exacerbée par le fait que leur maire avait promis aux concernés, il y a une année, d'engager une entreprise pour procéder à la réhabilitation de cette route, vitale pour eux.

Il y a lieu de rappeler que le siège de cette commune a été fermé, il y a une semaine, par les villageois de Ouled Ziane de la même municipalité. Ces derniers dénonçaient le fait qu'un adjoint au maire

ait procédé à la rénovation d'une partie de la route menant vers son domicile, alors que celle du village a été délaissée.

Les habitants de Ouled Ziane ont également inscrit dans leurs revendications, l'alimentation en eau potable de leurs foyers et l'installation de l'éclairage public.

Le même jour, les villageois de Aït Belaïd, dans la commune d'Aït Amrane (daïra de Thénia) ont cadenassé les portes d'entrée du siège communal. Nous nous sommes déplacés sur place pour en savoir plus. Des dizaines de personnes



Photo : DA

étaient rassemblées dans la cour de l'APC. Tous les portails étaient cadenassés. Sur le motif de cette

manifestation, il semblerait que les protestataires réclamaient le rétablissement de l'alimentation en eau

potable du village. D'après ce que nous ont dit des badauds, cette coupure dure depuis plus d'un mois. Nous avons employé le conditionnel parce que les manifestants, très désorganisés, n'avaient pas un porte-parole qui pouvait nous renseigner. De plus, aucun responsable de la municipalité n'était visible aux alentours du siège de l'APC. Nous avons relevé par ailleurs que les manifestants se montraient rudes avec leurs concitoyens, qui venaient retirer des documents administratifs. La revendication des droits légitimes empêcherait-elle une personne ou un groupe de personnes d'avoir une attitude citoyenne ?

Abachi L.

RETOUR SUR LA TUERIE DE DOUAOUDA

25 accusés devant la justice

L'affaire connue sous la dénomination de «tuerie de Douaouda» vient de connaître son épilogue, lors des délibérations du tribunal de Koléa.

Selon le témoignage des 25 personnes incriminées, en majorité présentes à l'audience, il s'agit d'un litige concernant une parcelle de terrain mitoyenne du douar Zatima de Fouka et l'exploitation agricole, dite «EAC 52 Kaddour Benyoucef» de Douaouda, frontalière de la RN.126 reliant les deux contrées.

L'origine de l'affaire, qui remonte au 12 janvier passé, porte sur une transaction entre le dénommé A. H. K. H., responsable de l'exploitation agricole «EAC 52 Kaddour Benyoucef», B. M., l'exploitant de la parcelle agricole litigieuse de 2,5 hectares et le dénommé F. T., un membre de l'EAC. A l'issue de la transaction qui s'est faite sur parole

et par consentement mutuel entre les deux parties, une mésentente survient entre B. M. et d'autres membres de l'EAC. Ces derniers affirment que la parcelle incriminée est déjà louée au profit de K. M. et de ses associés, depuis 4 années, mais qu'ils sont en litige du fait de l'absence de documents officiels de propriété.

Un membre de l'EAC, le dénommé F. T., a donc intimé l'ordre aux nouveaux exploitants d'arrêter le labourage de la parcelle et de l'installation de chapelles de serres plastiques, dont une grande partie est déjà opérationnelle.

Devant le juge, les anciens locataires B. A., B. L. et M. M. ont révélé

avoir loué la parcelle litigieuse pour 7 000 dinars chacun et que 8 chapelles plastiques sont déjà opérationnelles.

Les autres témoins ont révélé aussi, que, devant le refus des nouveaux locataires d'arrêter l'exploitation, le dénommé F. M. T., membre de l'EAC, s'est empressé d'ameuter le président de l'EAC, le dénommé A. H. K. H. et des cousins et membres de sa famille, qui se sont empressés de rejoindre les indus exploitants, en vue de les expulser manu militari.

Sur le terrain, les témoins ont révélé que ce fut le dénommé B. A., membre de l'EAC, qui commença les hostilités, en demandant aux indus occupants d'évacuer les lieux. Devant le refus de ces derniers de s'exécuter, l'affrontement se généralisa. Un véhicule utilitaire ramena

des renforts, armés de haches, de faucilles, de bêches et d'épées, venus à la rescousse. Devant cette lutte inégale, le dénommé M.A. se rendit dans un gourbi où fut caché un fusil de chasse appartenant à son père. M. A. chargea 4 cartouches et se rendit sur le théâtre des combats. Il tira, selon sa version, deux coups de semonces, suivis de deux autres coups de feu pour effrayer, selon ses déclarations, les combattants. Ces coups de feu ont eu pour effet d'abattre le dénommé F. A. et de blesser gravement le dénommé F. M. A., deux bel-ligérants membres de l'EAC.

La justice, dans ses délibérations, a requis 2 ans de prison pour les 25 auteurs de cette tuerie, tandis que la défense a demandé une atténuation des peines.

Larbi Houari

CITÉ DU 1^{er} NOVEMBRE D'AZAZGA

8 familles évacuées suite à l'inclinaison d'un immeuble

Mouvement de panique avant-hier à la cité du 1^{er}-Novembre (ex-dépôt) d'Azazga suite à l'inclinaison d'un immeuble sérieusement ébranlé par des travaux de terrassement en aval.

Les travaux en reprise tardive du projet du Complexe sportif de proximité initié par la DJS de Tizi-Ouzou ont provoqué la chute d'un mur d'en-

ceinte et entraîné l'inclinaison de l'immeuble en R+4. Ceci fait craindre le pire aux habitants qui ont été évacués à Flikki.

Sur place, les services techniques de l'APC ont procédé au repérage des lieux pour suivre l'évolution du sinistre et prévenir tout risque d'affaissement en cet épisode pluvieux non propice à ce genre de travaux, nous explique un technicien. Ce pourquoi le périmètre en question a été bou-

clé. Selon notre source, le CTC n'a pas encore pris de décision quant au devenir de l'immeuble, à savoir son confortement ou sa démolition.

Des citoyens rencontrés sur place n'ont pas manqué de s'interroger sur les responsabilités qui doivent prévaloir dans l'exécution des terrassements sur des projets de proximité comme le stipule la loi.

S. Hammoum

M'SILA

Des jeunes cadenassent la mairie de M'cif

Voilà une semaine que l'APC de M'cif est fermée par des citoyens protestataires contre la liste de recrutement des travailleurs aux postes d'éboueur et d'entretien pointant du doigt le maire de cette petite localité située à 100 km au sud-est du chef-lieu pour avoir marginalisé ses membres de l'Assemblée dans l'octroi des 105 postes dont a bénéficié la commune. Il a fait l'objet d'une agression et n'a dû son salut qu'au service de sécurité qui est intervenu pour apaiser la tension des jeunes frustrés, juste à l'affichage de cette liste.

Sept membres de cette APC signataires d'un communiqué réfutent cet acte de distribution des postes d'emploi d'une manière suspecte entamée par le premier magistrat de la commune, loin de l'avis de ces membres, comme ils appellent au calme tout en promettant de faire tout pour annuler cette première liste et procéder à une autre étude des dossiers, selon ce communiqué.

Au moment où nous mettons sous presse nous apprenons que les services de la wilaya ont dépêché une commission d'enquête sur les lieux en vue de calmer les esprits et arrêter les dépassements enregistrés par la commune de M'cif.

A. Laïdi

REMERCIEMENTS

La famille Ounnoughène de Tizi-Ouzou, d'Alger et de France très sensible aux nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de son très cher frère, neveu et cousin

Ounnoughène Kamel à l'âge de 42 ans

remercie tous ceux qui ont compati de près ou de loin à son immense douleur.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

R117983/B13

DÉCÈS

Les familles Mederres, Louani, Lokmane, et Farès de Aït Yacoub et Cap-Djinet parents et alliés ont la douleur de faire part du décès de leur regrettée fille, sœur et tante

M^{me} V^{ve} Mederres Mouloud née Louani Ouzena

rappelée à Dieu à l'âge de 86 ans. L'enterrement a eu lieu le 25.01.2014 au cimetière de Sidi-Yahia - Bir-Mourad-Raïs.

CONDOLÉANCES

Le professeur Samir Joucdar, président du comité pédagogique national de chirurgie plastique reconstructrice, esthétique et de brûlologie, tous les membres du comité, chirurgiens plasticiens algériens et tous leurs collaborateurs ont l'immense douleur de vous faire part du décès prématuré du professeur

Redouane Kaïd Slimane

ancien chef de service des brûlés et chirurgie plastique du CHU d'Oran Nous présentons nos sincères condoléances à sa famille et à tous ses proches. Que tous ceux qui l'ont connu et apprécié aient une pieuse pensée pour lui.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

017617/B10

40^e JOUR

A notre regrettée mère et grand-mère feue

Arezki Kheïra V^{ve} Bensalem Mohand

décédée le 03/01/2014 à l'âge de 91 ans à Béjaïa. Elle restera toujours présente dans nos cœurs et nos esprits. En cette douloureuse circonstance, nous demandons à ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée pour elle.

Que Dieu Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

R128639/B4

